

Article O.F du 12/05/2015

Migrants : l'Europe tend la main et tape du poing

L'Union européenne, tout en prônant l'aide aux pays de départ, sollicite un feu vert du Conseil de sécurité pour une opération militaire visant les passeurs de migrants entre la Libye et l'Europe.

Face au problème posé par les migrants, comme dans le cas des pirates de Somalie en 2008, les dirigeants européens estiment que « la solution est à terre ». Effectivement, migrants et pirates ont au moins une chose en commun : ils essaient d'échapper à la misère, quitte à prendre la mer au péril de leurs vies et à se mettre hors-la-loi.

En Somalie, la solution terrestre résidait, et réside toujours, dans le développement économique des régions littorales, d'où sont originaires la plupart des pirates.

En Libye, si la solution est bien à terre, elle réside, selon les Européens, dans la destruction des moyens navals des passeurs. D'où la mission confiée à l'italienne Federica Mogherini : « Le Conseil européen m'a demandé de faire des propositions

pour identifier, capturer et détruire les navires des passeurs », a expliqué la chef de la diplomatie européenne devant le Conseil de sécurité de l'Onu.

Opposition russe

L'UE veut en effet s'appuyer sur une résolution onusienne, tout comme en Somalie lors de son opération anti-piraterie *Atalanta*. Une telle opération militaire suppose d'entrer dans les eaux territoriales de la Libye et d'arraisonner des navires suspects.

Il s'agit notamment de repérer les bateaux utilisés par les passeurs, pour tracer jusqu'en haute mer les embarcations de fortune chargées de centaines de migrants. D'où la nécessité d'un feu vert onusien et d'un mandat officiel.

Convaincre le Conseil de sécurité



Un groupe de migrants, en Libye.

ne sera pas simple. La Russie a exprimé son opposition à des opérations commando pour détruire des navires dans les eaux libyennes ou dans les ports. Mais son ambassadeur auprès de l'Union européenne, Viadimir

Chizhov, a laissé entendre qu'une opération qui se limiterait à arrêter et saisir les navires des passeurs pourrait recevoir son aval. Federica Mogherini devra aussi convaincre les résistances de la Chine, autre membre permanent du Conseil de sécurité.

Une telle mission contre des traqueurs opérant depuis un pays en plein chaos, à laquelle participeraient des bâtiments de guerre de plusieurs pays européens, serait une première. L'Otan n'a pas été sollicitée. Mais des pays membres de l'Alliance atlantique mobiliseront des moyens navals au profit de la mission européenne que l'Otan « soutient pleinement ».

Le plan européen, s'il reçoit le feu vert onusien, sera mis au point lors d'une réunion ministérielle européenne, le 18 mai.